

Bayrou le 8 septembre / **Pas de confiance au marchepied du CAC40** (p. 3)



Vidéo

Allocution de
Fabien
Roussel

#UEPCF2025

Échos de l'université d'été 2025

(pp. 4-6)

Secret

Publié au J.O. ce dimanche 24 août, un décret (n° 2025-840) permet désormais aux patrons de cacher leur adresse personnelle dans le Registre national des entreprises. C'est, paraît-il, un cadeau que leur fait Bruno Retailleau. En ces temps d'hyper transparence revendiquée, où tout se dit sur tout, où la lutte contre les trafics divers impose un maximum de « glasnost » comme disait l'autre, voilà une bien curieuse initiative. Peut-être que demain un nouveau décret interdira la publication du chiffre d'affaires de ces entreprises, ou leur taux de profit, ou l'ampleur des aides publiques, ou la composition des conseils d'administration ? C'est une question de sécurité, dit le ministre de l'Intérieur. Mais à ce régime, les élus, tous les élus, syndicaux notamment, pourraient prétendre au même statut ? Et puisqu'on parle de régime, justement, cette mesure a comme un petit goût d'ancien régime. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >



11 septembre, à partir de 19h30 : Grand repas de la revue *Progressistes* sur la Fête de l'Humanité. Stand de la Haute-Garonne.

13 septembre, à partir de 13h : Banquet des vétérans à la Fête de l'Huma, en présence d'Igor Zamichieï : au menu, huîtres et charcuterie, confit de canard, fromage, dessert, tarif 25 €. Inscriptions en ligne : <https://questionnaires.pcf.fr/index.php/861185?lang=fr>. Stand Auberge du Périgord.

LA BASE 217 (91) 12 13 14 Sept 2025

La Fête de l'Humanité

Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

ADÉ • ADÈLE CASTILLON
ASCENDANT VIERGE
BAGARRE • CASSIUS
EDDY DE PRETTO • FIANSO
GIMS • HOSHI • KOMPROMAT
PATTI SMITH QUARTET
YOUSSEU NDOUR • YOUSSEUPHA

ET BIEN D'AUTRES ENCORE...

**CONTACTEZ LES COMMUNISTES POUR
OBTENIR VOS BONS DE SOUTIENS :**

45€

BON DE SOUTIEN

Les bons de soutiens donnent accès aux 3 jours de la Fête de l'Humanité. Ils doivent être activés avant le jeudi 11 septembre 2025.

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Val-de-Marne

Un plan d'investissement de 500 milliards d'euros

Le Parti communiste (PCF) va proposer un "pacte pour la France" prônant "un plan d'investissement de 500 milliards d'euros sur cinq ans", "au service du climat et de la réponse aux urgences sociales", a déclaré samedi son secrétaire national Fabien Roussel.

"Nous mettrons, à la Fête de l'Huma (12-14 septembre), à la disposition des forces de gauche et de tous les Français, une proposition de pacte pour la France", a exposé M. Roussel en lors de son discours à l'Université d'été du PCF, samedi à Montpellier.

Les communistes, a-t-il développé, prônent notamment "un plan d'investissement de 500 milliards d'euros sur cinq ans, en reprenant l'argent, la main sur l'argent qui existe dans nos banques, dans la Caisse des dépôts, à la Banque centrale européenne", afin de "prêter à taux zéro aux collectivités, aux entreprises, à l'État sur la base de critères définis et au service du climat" et des "urgences sociales".

Pour ce faire, il est "indispensable de nationaliser une partie du secteur bancaire", a ajouté M. Roussel.

Le PCF propose "d'augmenter les salaires tout de suite, d'augmenter les retraites, de baisser les taxes sur les produits de première nécessité, de baisser tout de suite aussi le prix de l'électricité", ainsi que la construction de "200.000 logements par an".

Sont également contenus dans ce programme "la production de vingt nouvelles centrales nucléaires" et

un "plan d'investissement dans le réseau ferré pour pouvoir préférer le train, mais baisser aussi le prix des billets".

Le PCF entend également "planifier l'embauche et la formation, sous statut, de centaines de milliers d'enseignants, de soignants, de travailleurs sociaux, de douaniers, de policiers, d'agents territoriaux".

Si "la copie" budgétaire de François Bayrou "ne bouge pas" et si le Premier ministre "entend encore une fois passer en force", "il y aura une motion de censure et nous la voterons", a ajouté le patron du PCF, qui "soutiendra" toutes les mobilisations syndicales ainsi que le mouvement, né sur internet, appelant à "bloquer" la France le 10 septembre.

Fabien Roussel a également dénoncé l'accord douanier entre l'Union européenne et les États-Unis, réclamant un "Conseil européen exceptionnel", la saisine des Parlements européen et nationaux et un référendum en France.

Sur le conflit russo-ukrainien, M. Roussel a évoqué "un nouveau traité européen", "intégrant tous les pays du continent européen, de Brest à Vladivostok" (Russie), en prônant à nouveau "la neutralité de l'Ukraine et sa non-intégration dans l'Otan".✳

Montpellier, le 22-24/08/2025

**PAS DE CONFIANCE
AU MARCHEPIED
DU CAC 40**



**8 SEPTEMBRE : ILS DEMANDENT LA CONFIANCE,
NOUS EXIGEONS LA JUSTICE**

Le 8 septembre, François Bayrou convoque l'article 49.1 pour quémander la confiance de l'Assemblée nationale.

**Les Français-es, eux, réclament la justice !
Impossible de faire confiance à ceux qui, depuis des années, ont provoqué la crise en sacrifiant l'industrie et les services publics, en multipliant les niches fiscales et en offrant chaque année 211 milliards aux entreprises sans aucune contrepartie d'utilité pour l'intérêt général.**

**Pas de confiance pour les marchepieds du CAC40 !
Ce que nous voulons, c'est un autre gouvernement, une autre politique : au service du travail, des salaires, de l'emploi et de la justice sociale.**

Discours d'ouverture de Guillaume Roubaud-Quashie

Nous revoici à Montpellier, et pour celles et ceux d'entre vous qui y étaient l'an passé, vous repensez peut-être comme moi à la situation qui était la nôtre il y a seulement un an et qui nous paraît déjà si lointaine. Il y a un an, nous venions de vivre un véritable sursaut national : l'extrême droite se voyait déjà aux manettes ; les ralliements les plus écœurants avaient déjà commencé et puis, et puis notre peuple a dit NON ; NON au sabotage de la République, NON à la liquidation de la Révolution française et ses principes si forts même s'ils sont si partiellement appliqués : liberté, égalité, fraternité. Et dans l'élan, nous vivions ces formidables Jeux olympiques et paralympiques, triomphe des corps et des esprits à vous donner le sourire et la fierté d'être de ce pays qu'on nous disait définitivement gagné à la rancœur et à la petite haine recuite, jalouse, mesquine, façon Vichy 1940.

De ce sursaut éclatant, Emmanuel Macron a sorti deux gouvernements qui, l'un puis l'autre, n'ont révisé en rien sa politique massivement rejetée mais ont trouvé le moyen de la radicaliser encore. En 2011, François Fillon, premier ministre de Nicolas Sarkozy, annonçait un super plan d'austérité de 11 milliards d'euros à l'été, avant d'en remettre une louche à l'automne : 19 milliards de plus à étaler pour 2012 et 2013. L'échec de Nicolas Sarkozy au printemps 2012 devait destiner au placard des grands projets avortés les rêves de François Fillon. Mais qu'il était petit joueur le châtelain sarthois à côté de notre Henri IV national. En un an, François Bayrou veut couper près de 45 milliards d'euros. 45 milliards : c'est une saignée historique pour une France déjà si affaiblie. Bien sûr, sur les plateaux, ça n'a l'air de rien : les vieux ont des bas de laine (ah bon !) ; les collectivités territoriales peuvent payer (ah oui ?) ; on va faire la chasse aux fameux



emplois inutiles de la fonction publique... mais lesquels, déjà ? les enseignants ?, les juges ?, les infirmières ?, les policiers ?, les agents des impôts alors que l'évasion fiscale se porte à merveille ? Dans quel monde vivent ces gens ?

On a ressorti la machine à pleurs et à catastrophe avec sa petite déco des années 90. Macron l'avait rangée au placard au moment de la pandémie mais elle rend bien des services. Alerte ! Alerte ! La dette, la dette. La faillite, la banqueroute, la France qui vit au-dessus de ses moyens, etc., etc.

Oui, la dette est un sujet, mais pourquoi cette dette ? À cause de dépenses publiques effectivement inconsidérées ? Pour nous en tenir aux seules années Macron, comptez sur nous pour rappeler et rappeler que si on se serre la ceinture, c'est d'abord pour pouvoir faire tous les cadeaux promis aux plus riches et aux grandes entreprises. C'est sa suppres-

sion de l'impôt de solidarité sur la fortune, c'est la mise en place de ce qu'on appelle la « flat tax », un cadeau en moyenne de plus de 100 000 euros par an aux 1 300 foyers les plus riches ; et même de plus d'un million d'euros aux 100 foyers les plus riches de notre pays ! Les pauvres, ils méritent bien un effort national. Pensez donc, le patrimoine des 500 familles les plus riches représentait 10 % du PIB il y a 10 ans contre plus de 40 % aujourd'hui. Les grandes entreprises ne sont pas en reste. Des gouvernements attentifs avaient déjà fait passer l'impôt sur les sociétés de 50 % à 33 %. Emmanuel Macron a jugé que c'était encore trop et a amené tout cela à 25 %.

C'est d'abord pour cette politique-là qu'on nous présente aujourd'hui l'addition, une politique au service de la bourgeoisie pour employer des mots un peu grands et un peu vieux ; mais la politique macronienne est bien vieille et grandement au service des puissants, alors...

J'ajoute à la liste le super assistanat du grand capital, les pompeurs insatiables de subventions publiques. On le savait depuis longtemps plus ou moins vaguement, mais maintenant, grâce au travail exceptionnel de la commission d'enquête sénatoriale et de son rapporteur Fabien Gay, on le sait dans le détail et d'irréfutable façon : 211 milliards de votre argent, de notre argent, 211 milliards pour câliner le patronat, le cajoler, lui emballer ses lingots avec de jolis petits nœuds en billets de 500 euros. Et on va nous demander de travailler plus pour gagner moins et de dépenser davantage pour des services dégradés ? C'est à vomir. Ni plus ni moins. Tant et si bien qu'on devrait refuser de répondre à toute proposition d'effort national tant qu'on n'aura pas réévalué complètement cette politique de pillage national au service du capital.

Combien de maternités êtes-vous prêts à fermer pour sacraliser les cadeaux faits au groupe Carrefour ? Combien d'enfants sans un système scolaire en état de les instruire pour sauvegarder les cadeaux à Google ? Combien de jours supplémentaires, chaque année devons-nous travailler pour assurer ce petit magot des plus riches ? Combien d'années dans une vie pour les profits du CAC40, les délocalisations pour exploiter d'autres frères prolétaires qu'ils pourront payer moins ailleurs tout en saccageant la planète ?

Et au nom de quoi, toute ces vies dégradées ? Au nom de quoi, alors que la productivité est là, alors que la science rend tant de choses possibles aujourd'hui qui ne l'étaient pas hier ; au nom de quoi faudrait-il accepter que la grande machine du progrès social doive désormais tourner à l'envers ? Cet été, après que François Bayrou a donné le la, chaque ministre, chaque petit esprit de droite y a mis la patte : et si on rognait sur les congés payés ?, et si on abolissait les 35 heures ?, et la capitalisation pour les retraites ?, et la Sécurité sociale, on privatise tout ça quand ?

Au nom de quoi tout ce délire, toute cette décivilisation ? Les intérêts de cette toute petite classe refusent de s'avouer mais il n'y a, au fond, que cela : le capital, c'est son principe, en veut plus, encore plus, toujours plus. Macron et Bayrou sont décidés à lui donner ce qu'il attend.

Oui, c'est impopulaire, mais c'est leur mission. Sur-tout, ils misent sur cet anesthésiant puissant : la résignation. Il n'y a pas d'alternative, serinent quelques experts. Le vote ? Inutile, cf. l'été 2024. On vote contre Macron, on récupère Macron 2. La grève, les manifestations : voyez les retraites, nous disent-ils.

Ultime défense : la grande carte de la confusion. C'est peu dire qu'elle est jouée. Il y a bien sûr ces gros riches, qu'il faut dénoncer, ces privilégiés contre lesquels il faut se soulever, vous les avez reconnus : les cheminots, bien sûr, mais aussi, les

retraités, sans parler des pires, les cheminots retraités ! Et puis je voudrais dire un mot de certaines échoppes spécialisées qui tournent bien. Il m'arrive d'aller porter le fer sur CNews. Les sujets me sont envoyés en général 1 à 2 heures avant le direct. Ils changent d'ailleurs souvent entre le SMS et le plateau. Je vous en prends quelques-uns qui n'ont vraiment rien d'exceptionnel. Je vous prends les deux derniers que j'ai retrouvés.

L'avant-dernier : « Pour ce soir, les thèmes. Enquête du *Figaro*. Bienvenue au Belquistan. La Belgique fait une campagne pour dissuader les migrants de venir. Procès Nemmouche. Fraude à l'assurance maladie. Relation France/Algérie ».

L'autre : Debriefing de l'interview de Jordan Bardella, union des droites, boulangère refusant de vendre un sandwich au poulet au nom de la religion, rixe de 80 personnes...

Authentique.

Il n'est à peu près jamais question d'enjeux sociaux ou économiques : toujours les faits divers les plus sordides et ce mantra, immigration, immigration, immigration... Quand il s'agirait de prendre conscience de l'énormité du coût du capital, on vous tourne la tête toujours dans la même direction : les immigrés qui prennent le pain des Français, les assistés voleurs, violeurs, tueurs...

La voilà, la dernière arme pour assurer la tranquillité des milliardaires : organiser la division, bien saignante si possible, de celles et ceux qui triment pour créer les richesses de notre monde.

J'ouvre une parenthèse : il y a 40 ans, Silvio Berlusconi, invité par François Mitterrand, lançait en France une nouvelle chaîne, la 5 : une bouche d'égouts tournée vers tous les Français via les tubes cathodiques d'alors. Il y eut une puissante protestation qui fut le point de départ des États généraux de la culture à l'initiative de notre camarade Jack Ralite. Parmi bien des victoires obtenues par ce combat mené avec ambition et esprit de rassemblement, il y eut, il faut le dire, la fermeture de la 5.



Jack Ralite invité du dernier JT de cette chaîne dut répondre à cette question : « Vous qui aimez la télévision, ça ne vous touche pas, cette suppression ? » « Non, cette chaîne n'était pas digne. » Doit-on tolérer davantage aujourd'hui toutes ces chaînes d'indignité ? Je crois au contraire qu'ils sont de pleine vérité, ces mots des États généraux de la culture des années 1980 : « Un peuple qui abandonne son imaginaire à l'affairisme se condamne à des libertés précaires ». Nous y sommes. Jusqu'au cou. De ce point de vue, à l'heure des Bolloré, Stérin, de l'austérité générale et des Christelle Morançais, je crois qu'il ne faut vraiment pas minimiser ce grand combat pour la culture qui commence à prendre forme autour des nouveaux États généraux qui cheminent et dont nous pouvons faire, si nous travaillons bien, un élément important de résistance et de conquête pour notre peuple.

Après tout, c'est ça, le parti communiste, un parti révolutionnaire qui marche sur ses deux jambes : monde du travail et de la création. C'est Croizat, le métallo, et Picasso qui rejoint le PCF, [...]

Suite sur internet

https://www.pcf.fr/ue_25_discours_ouverture_grp

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN IMAGES



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les
moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

États généraux pour la Culture

100 personnalités appellent à de Nouveaux États généraux

Nous décrétons l'état d'urgence culturelle

Ferments essentiels de la démocratie, les politiques publiques de la culture et l'audiovisuel public sont furieusement attaquées par les intégristes du libéralisme et les fanatiques du marché, avec une volonté d'accaparement. Elles le sont aussi par l'extrême droite qui cherche à installer son horizon populiste, nationaliste, autoritaire, masculiniste ou encore xénophobe. Face à cela nous voulons faire vivre dans la société un mouvement qui réunisse les citoyennes, les citoyens avec les créatrices et les créateurs, les journalistes, avec les acteurs sociaux et politiques, pour mettre à l'ordre du jour une grande ambition culturelle.

L'état des lieux

Les budgets ministériels sont indigents et ceux des collectivités sont massivement ponctionnés. Les moyens de l'audiovisuel public sont constamment rognés et les tentatives d'en réduire le périmètre se multiplient. Dans le prolongement d'une interminable phase de crise, c'est un grand plan de licenciement et de privation du droit à la culture qui se met en œuvre dans le pays. Mais le danger n'est pas uniquement budgétaire. Il s'exprime aussi par la volonté de plus en plus avouée de détruire les politiques culturelles, afin de faire place nette aux logiques marchandes, emballées dans du marketing et des faux-semblants. Il s'exprime par la volonté mise en actes d'imposer une culture dominante au rabais, niant la vitalité populaire et conçue pour asservir. Il s'exprime par des logiques de surproduction de contenus, déjà décuplées par les mésusages de l'intelligence artificielle générative, qui font tourner la machine à clics et à cash,

tout en occupant le temps et les cerveaux humains. Il s'exprime enfin par la volonté d'une mainmise sur l'indépendance de l'audiovisuel public alors même que la concentration financière des médias privés est croissante.

Mais toutes ces attaques se heurtent à la vitalité et à la diversité d'une création artistique toujours vivace dans le pays et aux résistances du mouvement culturel, social et citoyen.

Le choix Dans une humanité en crise, la culture est moins que jamais un luxe, elle est le feu dont nous avons besoin. Dans cette bataille culturelle, nous refusons de nous en remettre au seul marché. « Un peuple qui abandonne son imaginaire culturel à l'affairisme se condamne à des libertés précaires », proclamait déjà la déclaration des États généraux de la Culture impulsés par Jack Ralite en 1987. C'est pourquoi nous combattons la réduction des moyens et la destruction d'une véritable ambition démocratique et républicaine pour la culture. Nous ne prenons pas acte. Nous revendiquons une nouvelle place pour la culture dans l'action publique : en son cœur.

Il n'y a pas d'épanouissement humain possible sans le geste de création humaine qu'il faut protéger, encourager et partager. Nous refusons qu'on nous prive de notre pouvoir imaginaire, de la puissance de la rencontre, des ressources du langage, de notre capacité à nous découvrir semblables et singuliers. Autant de choses si indispensables à vivre, à être libres, et à inventer l'avenir. Ce que nous défendons, en somme, c'est la dignité humaine.

Tribune à retrouver et à partager sur humanite.fr

<https://www.humanite.fr/culture-et-savoir/culture/nous-decretons-letat-durgence-culturelle-lappel-pour-de-nouveaux-etats-generaux-de-la-culture>

L'action

Nous voulons installer un rapport de forces favorable à la création, aux arts, à l'éducation populaire, au service public, à la liberté et au pluralisme des médias... Nous souhaitons que la jeunesse et la population puissent avoir accès largement aux œuvres et aux pratiques artistiques. Nous lançons un appel à toute la société pour changer le cours des choses et empêcher le sacrifice insensé qui se profile. Nous voulons que les enjeux culturels s'imposent dans les débats qui s'annoncent à l'occasion des échéances politiques locales et nationales à venir, mais notre ambition va bien au-delà, car nous savons que la culture est la condition du politique : nous voulons restaurer la possibilité de la rencontre, nous voulons faire grandir le goût de la liberté et du partage, nous voulons faire place aux dynamiques d'émancipation.

C'est pourquoi nous appelons à un foisonnement d'initiatives qui composeront de nouveaux États généraux de la culture, de la création, des arts, de l'éducation populaire et des médias ! Des États généraux de notre temps, en prise avec ses défis considérables. Des États généraux ouverts à toutes et tous, artistes, travailleurs et travailleuses de la culture, collectifs et structures, citoyennes et citoyens.

Nous proposons à tous ceux et toutes celles qui partagent cette inquiétude, cette conviction, cet espoir, de signer cet appel. Nous leur proposons de s'emparer de ce label : Les nouveaux États généraux de la Culture, des arts, de la création, de l'éducation populaire et des médias ! Nous proposons d'engager une démarche ouverte, visible, sonore, où l'ambition culturelle se débat, se pense et s'agit ensemble.✚

Les 100 premiers signataires

Laure Abouaf, plasticienne ; Anne de Amezaga, actrice culturelle ; Olivier Barbarant, écrivain ; Céline Benabès, autrice ; Adeline Benamara, comédienne, [...]

Moselle / Le groupe Mario

Les communistes de Moselle, et l'association « Espace Jean Burger » (20 rue Charles Lutz, 57300 Hagondange), rendent hommage, à l'occasion du 80^e anniversaire de la défaite du nazisme, aux résistantes et résistants du département avec une brochure d'une douzaine de pages, intitulée « Le groupe Mario ».

En 1940, la débâcle de l'armée française et l'arrivée au pouvoir de Pétain ouvrent une page sombre. La Moselle et l'Alsace sont annexées au Reich à partir de juillet 1940. Le 15 juillet, une ligne de démarcation est établie sur les anciennes frontières de 1871, isolant ces trois départements (Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin) de la France occupée. Et le 18 octobre, l'Alsace et la Moselle font officiellement partie de l'Allemagne. Plusieurs mouvements s'organisent pour résister, des filières d'évasion facilitent la fuite des prisonniers de guerre. Les opposants et les réfractaires sont nombreux dans la population.

C'est ainsi qu'est constitué le « groupe Mario » fin 1941. Trois hommes en sont à l'origine, Charles Hoeffel, Georges Wodli et Jean Burger, dit « Mario », d'où le nom du groupe.

La résistance en Moselle est particulièrement difficile, une frontière l'isole des réseaux en France, la présence de l'occupant y est plus forte, plus massive, la police nazifiée surveille et contrôle la population, y compris dans les usines et ateliers, notamment via de nombreux indics.

Lutter contre les nazis ne s'improvise pas et suppose une organisation, des hommes prêts à se battre, des armes, des moyens de propagande et de l'argent. Mario fera plusieurs

voyages à Paris pour récupérer matériels et instructions.

Si la Moselle n'est pas un département « rouge », l'implantation de la CGT y est conséquente avec un maillage humain fait d'adhérents et de sympathisants. Six secteurs peuvent être recensés : Metz-Montigny, la vallée de l'Orne, la vallée de

la Fensch, le bassin houiller, Saint Avold et Sarreguemines.

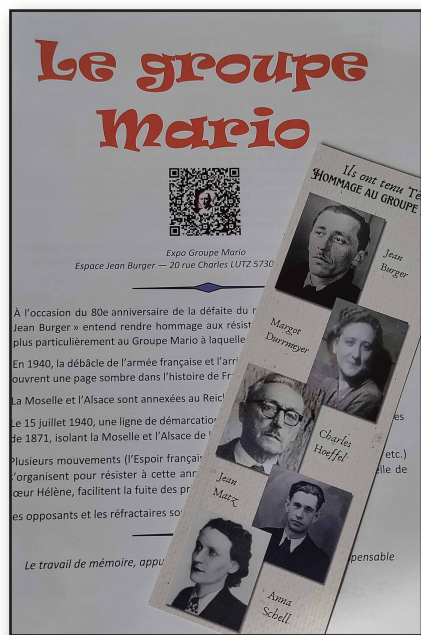
Il faut rassembler de l'argent et récupérer par tous les moyens de la nourriture pour les résistants clandestins, aider les prisonniers de guerre, les réfractaires (ceux qui refusent de s'engager dans la Wehrmacht) et les déserteurs.

Tout l'outil industriel de la Moselle est au service de la machine de guerre nazie. Le détériorer est un enjeu colossal et les Allemands se mobilisent pour empêcher toute entrave à la production. Tout sabotage est scruté comme un acte terroriste.

La répression est féroce. En août 1943 commencera le démantèlement du groupe Mario par la Gestapo renseignée par deux traîtres. Comme les prisons du

département ne suffisent plus (pourtant on en recensera 32 en Moselle), une casemate du fort de Queuleu, gérée par la Waffen SS sert de nouveau centre de rétention. De nombreux militants seront envoyés au camp de concentration du Struthof, certains iront à Dachau.

La brochure estime que le groupe Mario a compté près de 3000 membres. 918 personnes venant de 170 communes de Moselle ont été arrêtées lors du démantèlement du réseau. 85% ont été déportées dans un camp de concentration ; près de 300 y ont trouvé la mort.✱



St-Raphaël (Var)

L'honneur des communistes



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichie
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Macron à Washington : un chien plus méchant que son maître !

Après onze ans de guerre, des négociations s'ouvrent pour résoudre le conflit ukrainien. Prenant les relais du sabotage des négociations de paix entrepris par Boris Johnson dès 2022, Macron et d'autres chefs d'États européens se lancent dans une surenchère guerrière avec Washington.

Alors que l'armée russe avance et que l'Ukraine se dirige peu à peu vers la conscription des vieillards et des enfants, les dirigeants européens veulent faire croire aux peuples que la continuation de la guerre serait dans l'intérêt des Ukrainiens. C'est un mensonge.

Macron et consorts poussent pour la poursuite de la guerre parce qu'elle sert leurs intérêts économiques et politiques. Parce que la guerre fait vendre

des canons. Parce que l'Ukraine en ruine promet de juteux contrats de reconstruction aux multinationales. Parce que l'économie de guerre en Europe permet de justifier toutes les attaques contre nos conquies sociaux. Parce que les européens systématiquement défaits dans les urnes essaient de faire passer l'extension du grand marché unifié européen et le saut fédéraliste d'une "armée européenne" par la peur et l'essentialisation de l'ennemi russe héréditaire.

La guerre finira par une négociation. Tous ceux qui l'auront retardée porteront la responsabilité de milliers de morts. Ceux qui l'auront retardée alors que l'armée russe avance n'auront servi, bien involontairement, que Moscou.

L'Europe a besoin de l'ouverture de négociations de paix et de sécurité collective. L'enfermement dans l'OTAN, bras armé de l'impérialisme américain, ne peut mener qu'à la catastrophe. Pour les peuples d'Europe, l'OTAN c'est l'austérité et le sous-investissement pour financer l'industrie militaire yankee, l'abandon de toute souveraineté nationale et la garantie d'être sacrifiée par le grand-frère américain s'il trouve un meilleur deal. Nous avons besoin d'une conférence de paix en Europe, débarrassée de la tutelle de l'OTAN.

Face à la guerre là-bas et à l'économie de guerre ici, nous disons : Pas un recul de nos droits pour leur guerre ! Non au budget Bayrou. Ni OTAN, ni Europe de la défense mais conférence de paix entre nations souveraines et associées ! ✪

Assan Lakehou

secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Non au marchandage entre puissances, oui à la paix en Ukraine



La séquence ouverte avec la rencontre Trump-Poutine en Alaska le 15 août, qui s'est poursuivie avec le sommet de Washington le 18 août, doit être lue à la lumière de l'état des rapports de force entre les différentes puissances en jeu, de leurs intérêts et de leurs objectifs. Il faut également prendre en compte que les informations sur le contenu concret des discussions ont peu filtré, tant sur la question territoriale que sur les « garanties de sécurité ». Comment fonctionnerait un « article 5 hors OTAN » ? Quels sont les « compromis » annoncés mais non détaillés encore ? Quelles « garanties de sécurité » alors que Lavrov a demandé que la Russie devait en faire partie ?

Cette séquence invite à relire les écrits des bolcheviks contre la diplomatie secrète et pour la publication des traités secrets du tsarisme, comme condition d'une politique étrangère démocratique.

1. Concernant les États-Unis : Si les rodomontades de Trump sur les ambitions de mettre fin à la guerre « en 24 heures » ont fait long feu, il n'en demeure pas moins que la direction étatsunienne a pu faire avancer ses objectifs à moyen terme, c'est-à-dire en premier lieu le transfert du fardeau de la guerre à l'Europe tout en renforçant les intérêts des industriels de l'armement. Elle profite de la capitulation de la Commission européenne et des gouvernements européens qui agissent comme valets du capitalisme américain en annonçant le finance-



ment d'une aide de 100 milliards d'euros à l'Ukraine par l'achat d'armes américaines par l'Europe, avec l'application d'une marge de 10 % pour les Américains ! Par ailleurs, après des mois d'enlèvement, l'administration Trump a rouvert pour elle-même la possibilité de se désengager d'une intervention directe en Ukraine afin de se tourner vers son objectif principal, à savoir la confrontation avec la Chine. D'ailleurs, ses ouvertures vers la Russie ne sont pas totalement étrangères à cet objectif final.

2. Concernant la Russie : Le pouvoir russe reste plutôt maître du temps et n'a pas cédé aux ultimatums

de Trump. Cependant, même s'il a plutôt écouté les militaires qui lui promettent une victoire finale, il est confronté à une contradiction importante : d'une part, il maintient une pression militaire constante sur l'armée ukrainienne, en dépit du fait que la percée de Dobropolié n'ait pas pu être exploitée jusqu'à présent, et l'économie, prise dans son ensemble, tient le choc, démentant tous les discours sur un éventuel « effondrement » ; d'autre part, ses marges de manœuvres ne sont pas extensibles et tendent à se réduire (diminution de la croissance et maintien de l'inflation à un niveau élevé, d'après les prévisions de la banque centrale

russe pour 2025). La population russe est majoritairement favorable à l'ouverture de négociations pour un cessez-le-feu, tout en soutenant ce qu'à Moscou on nomme encore « l'opération militaire spéciale ». Enfin, une partie importante du capitalisme russe au pouvoir caresse l'espoir d'un accord global avec le capitalisme américain, comme cela est le cas depuis 20 ans. Les offres russes d'un retour de Boeing en Russie sont pour le moment demeurées sans suite à Washington mais le retour d'ExxonMobil sur le projet Sakhalin-1 a été autorisé par un décret présidentiel du 15 août dernier.

3. Concernant l'Union européenne : Elle aura à nouveau démontré sa soumission à Trump et aux États-Unis, faute d'avoir pris la moindre initiative diplomatique indépendante depuis le début de la guerre. Les coups de menton adressés au Kremlin pour accepter un cessez-le-feu sont assez ridicules alors que les Européens n'ont rien fait dans cette direction depuis février 2022. Le voyage de Washington a été une seconde capitulation, quelques semaines après la reddition commerciale et l'acceptation des droits de douane imposés par Trump. Ce n'est pas seulement un manque de volonté. C'est la conséquence logique de la construction capitaliste et atlantiste de l'UE et des dynamiques des traités européens. L'UE sert ici de carnet de chèques pour l'industrie américaine. La « coalition des volontaires » démontre surtout ses propres contractions internes, avec un rapprochement franco-britannique inquiétant pour l'indépendance de la France, d'une part, et un gouvernement allemand qui joue sa propre partition pour ses propres intérêts d'autre part. Seuls les gouvernements français et britannique semblent déterminés à poursuivre cette idée irresponsable d'envoi de troupes en Ukraine, ce qui serait le carburant d'un conflit futur encore plus grave. Rappelons que 35 000 hommes avaient été nécessaires pour peupler la KFOR au Kosovo, grand comme deux départements français. Qu'en serait-il pour

l'Ukraine ?

Notons également que cette séquence ne peut pas être analysée indépendamment des évolutions régionales récentes. Il faut noter en effet l'accord que l'Azerbaïdjan et la Turquie ont, avec la bénédiction de Washington, imposé à Erevan, avec la constitution du corridor de Zanguezour sous contrôle américain, qui permet la constitution d'un couloir commercial qui évite à la fois la Russie et l'Iran. Cela est un élément dans le grand jeu pour contrer les Nouvelles Routes de la soie chinoises, et sert également à évincer totalement la Russie de la région.

Dans la complexité de cet environnement, il convient que la France assume une politique étrangère indépendante des États-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne. Elle en a les moyens. Dès juillet 2023, Fabien Roussel avait formulé les contours d'une paix juste en Ukraine, ayant pour fondements la souveraineté du peuple ukrainien (qui n'a pas à être une monnaie d'échange entre puissances), la neutralité de l'Ukraine (hors OTAN) sous garanties de sécurité de l'ONU et de l'OSCE, la sécurité collective de l'ensemble des peuples, européens, ukrainien et russe, la consultation démocratique des peuples concernés. L'article 5 n'est nullement une garantie de sécurité. Bien au contraire, il nourrit l'engrenage de la guerre. Seule la sécurité collective permet une paix durable. Il n'y a pas d'issue militaire à la guerre, mais seulement une solution politique et diplomatique. Un million de victimes plus tard, il est plus que jamais urgent d'agir dans cette direction.

Sur cette base et dans un même mouvement, il est nécessaire de travailler à la réunion d'une conférence pan-européenne, de l'Atlantique à Vladivostok, en dehors de l'OTAN, faisant vivre l'esprit d'Helsinki. Sortir de l'OTAN et la dissoudre, c'est possible et nécessaire ! ✪

Vincent Boulet

responsable du secteur international du PCF

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**